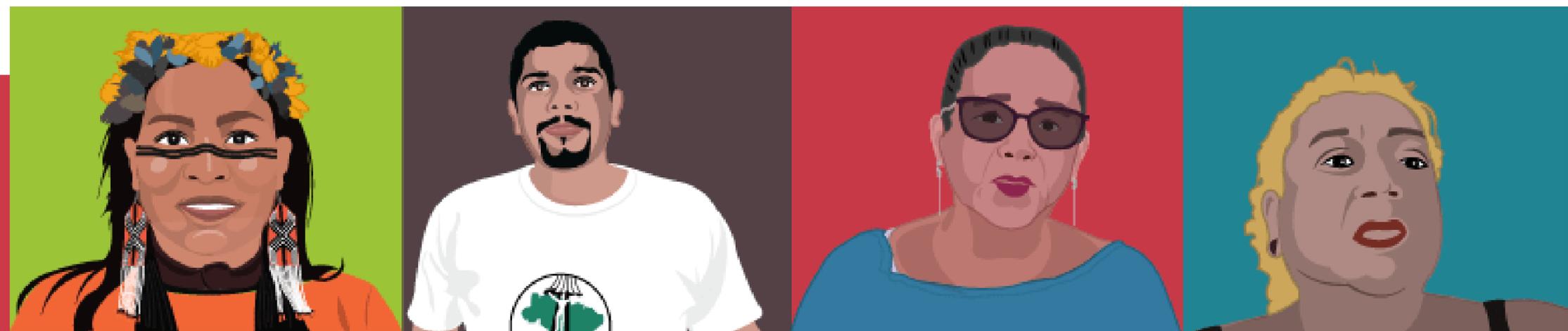




1H10 à 2H20

# Enquête d'investigation sur le Brésil



[lebrasilresiste.org](http://lebrasilresiste.org)

# BRAINSTORMING



Quels sont les mots, les images qui vous viennent à l'esprit sur le Brésil ?

## Images Positives

Carnaval



Samba

Vacances

## Images Negatives

Favelas



Bolsonaro

Incendies en Amazonie

**La représentation du Brésil est souvent binaire.**

Votre mission en tant qu'enquêteur.euse sera d'enquêter sur la situation sociale au Brésil... Cette enquête va se dérouler en trois étapes, à partir de trois types d'indices : des images qui nous sont parvenues par satellites, des propos dans la presse et des témoignages de témoins en direct... Nous terminerons en tirant les conclusions nécessaires face aux résultats de cette enquête.

# HISTORIQUE



20 à 40 min

## Contextualisation de l'enquête

### 2016

Coup d'état parlementaire qui conduit à la destitution de Dilma Rousseff. Michel Temer assume alors la présidence de la République, décrié par une grande partie de la population, qui le voit comme illégitime.

### 2018

Campagne électorale, forte bipolarisation de la société, manigances du pouvoir judiciaire pour empêcher Lula de se représenter à la présidence de la République.

### 2019

Début du mandat de Jair Bolsonaro, président d'extrême droite, aux propos racistes, homophobes, misogynes et violents.

## ÉTAPE 1

### Analyse d'images

Pour démarrer l'enquête pour de bon, des images ont été prises sur le lieu d'investigation par un partenaire d'enquête nommé « Midia Ninja ». Regarde bien chaque détail, sois rigoureux.euse dans ta lecture des indices !

**Que voyez-vous ? Qu'est-ce qui vous interpelle ?  
Qu'est-ce que cette photo indice nous dit du Brésil ?**









#NO #TRUMP











# Réponses - Étape 1

## Justice sociale

### **Photo 1 - Campement**

Cette photo montre un campement de fortune en périphérie d'une grande ville brésilienne, avec des habitats faits de bric et de broc.

Qu'est-ce que cette photo nous dit sur le Brésil ? Qu'il est l'un des pays les plus inégalitaires de la planète, où les écarts de revenus et fortunes sont considérables : les 10 % des plus riches concentrent plus de 40 % des revenus\* et la pauvreté, la faim, le travail informel sont le lot de millions de Brésiliens. Bien qu'ils soient garantis par la Constitution ou par des lois spécifiques, 64,9% de la population brésilienne ne bénéficie pas d'au moins l'un des droits garantis suivants : droits à l'éducation, à la protection sociale, à un logement convenable, aux services assainissement de base et à l'internet\*\*.

\* Données de 2018 de l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques. L'indice de Gini pour 2018 est de 0,545, alors qu'il était de 0,524 en 2015.

\*\* Les données ont été extraites de la synthèse des recherches sur les indicateurs sociaux de l'IBGE (Institut brésilien de géographie et de statistique) de 2017 et 2018 et publiées dans la série « Sans Droits » issue de la collaboration de Ponte jornalismo, Colabora et Amazônia Real.

### **Photo 2 - Jeune noir entouré de policiers**

Cette photo montre l'arrestation d'un jeune noir par la police. Son regard peut exprimer de la peur et de l'injustice.

Qu'est-ce que cette photo nous dit sur le Brésil ? Héritage de l'esclavage et du colonialisme, les inégalités liées au genre, à la classe sociale, ou à la couleur de peau sont criantes au Brésil. Les propos de Jair Bolsonaro sont venus conforter une partie des électeurs des classes moyenne et supérieure dans leur misogynie, racisme, homophobie et préjugés envers les plus pauvres.

## Photo 3 - Jeunes femmes en manifestation

Cette photo montre des femmes manifestant contre les féminicides.

Qu'est-ce que cette photo nous dit sur le Brésil ? Depuis quelques années, les cas de discriminations et de violence extrême se multiplient : si l'on regarde les chiffres, un féminicide (un assassinat pour le fait d'être femme) a lieu toutes les 8 heures\*, 75,5 % des victimes des homicides au Brésil sont noires\*\* et l'on recense un assassinat de personne LGBT chaque 23 heures\*\*\*.

\* Données publiées par l'Annuaire Brésilien de Sécurité Publique 2019, sur l'année 2018.

\*\* Selon l'Atlas de la Violence paru en 2019, publié par l'Institut de Recherche Économique Appliquée (IPEA) et le Forum Brésilien de Sécurité Publique.

\*\*\* Selon un rapport du Groupe Gay de Bahia publié en mai 2019, de janvier au 15 mai 2019, 141 assassinats de personnes LGBT ont été recensés, ce qui représente en moyenne un assassinat toutes les 23 heures.

## Justice environnementale

### Photo 4 - Champ de Soja

Il s'agit d'un champ de soja (ou plutôt d'une « mer de soja ») dans l'Etat du Tocantins.

Que nous dit cette photo du Brésil ? Jamais remis en cause, le modèle économique basé sur la surexploitation des ressources naturelles et l'exportation de matières premières reste dominant au Brésil. Ce modèle se traduit par l'avancée de l'agrobusiness, la multiplication des mégaprojets miniers, l'extraction d'hydrocarbures et un nouveau boom dans le secteur de la construction et opération de grands projets hydro-électriques. Parallèlement, des nouveaux secteurs fleurissent comme celui des projets d'économie verte. La pression exercée sur les populations et les territoires à la fois ruraux, urbains et forestiers, elle, s'accroît ces dernières années : intensification des conflits socio-environnementaux et apparition de nouveaux conflits au niveau des frontières agricoles, recrudescence de la violence matérielle et symbolique sur certaines communautés etc.

## Photo 5 - Wagon Vale

Il s'agit de militants et militantes de mouvements sociaux face à des wagons de l'entreprise Vale. Le barrage de déchets miniers de l'entreprise Vale à Brumadinho, qui a cédé le 25 janvier 2019, a fait 259 morts et a libéré 12,7 millions de mètres cubes de boues toxiques. Il constitue un exemple de cette pression socio-environnementale provoquée par l'extractivisme et l'irresponsable gestion des multinationales propriétaires. Face à cette privatisation et marchandisation de la nature, il devient urgent de remettre l'accent sur les « biens communs », entendus non comme des choses, mais comme des relations sociales qui favorisent une gestion partagée des ressources de manière juste et durable sur les territoires.

## Photo 6 - Peuples autochtones

Cette photo représente une manifestation des peuples autochtones. La constitution brésilienne de 1988 reconnaît des droits aux peuples autochtones et affirme le principe de diversité culturelle. Pourtant, les droits fondamentaux des peuples autochtones sont régulièrement bafoués et remis en question. À travers leurs luttes et stratégies de résistance, les peuples indigènes, communautés paysannes et traditionnelles et secteurs populaires réaffirment leurs droits, cherchant à empêcher une invasion de leurs territoires par les logiques de marché, afin de les préserver comme des espaces de vie communautaire.

### **Photo 7 - Occupation étudiante**

Cette photo représente une assemblée d'étudiant.e.s occupant l'assemblée législative de São Paulo pour réclamer une commission d'enquête sur le détournement de fonds publics destinés à l'achat d'aliments pour leurs écoles.

Qu'est-ce que cette photo nous dit du Brésil ? Le Brésil est pionnier dans le dévoiement du droit au service d'objectifs politiques. On parle de « judiciarisation de la politique » ou de « politisation du judiciaire ». La justice brésilienne aujourd'hui laisse impunie de nombreux crimes, mais s'immisce dans la vie politique pour maintenir l'intérêt des secteurs des trois B (Boeuf, Balle et Bible). Par ailleurs, dans le secteur de l'éducation, le gouvernement de Jair Bolsonaro a annoncé en mai 2019 des coupes dans le budget de l'enseignement supérieur de 5,1 milliards de réais (environ 1,16 milliard d'euros), impactant le fonctionnement des universités et l'entretien des bâtiments. Coupes budgétaires et dénonciation des « ennemis de la patrie » allant de pair, les intérêts des grands groupes de l'enseignement privé et des milieux évangéliques les plus conservateurs s'en trouvent favorisés.

### **Photo 8 - Journaliste entre policiers**

Cette photo représente un journaliste, qui opère au milieu de policiers.

Qu'est-ce que cette photo nous dit du Brésil ? L'opinion d'une grande partie de la population est façonnée par des médias hégémoniques, le groupe Globo, ses journaux, ses chaînes de nouvelles et ses telenovelas. Ces médias contrôlés par les élites occultent toutes les manifestations, protestations et résistances citoyennes, diffusent des valeurs conservatrices et exaltent l'action d'un État violent et répressif. L'action de médias alternatifs est rendue très compliquée par ce système. Cette photo parle aussi de la culture de la peur qui est alimentée par les actions violentes de la Police et des Militaires, qui n'hésitent pas à « pacifier » les quartiers populaires en perpétrant rackets, extorsions, exécutions extrajudiciaires, actes de torture et pressions contre les acteurs locaux.

# ÉTAPE 2



15 à 30 min



Relevé de déclarations dans la presse

2) L'organisation des JO en 2016 et de la coupe du monde en 2014 a permis la création de nouveaux logements sociaux dans les grandes villes.

**Vrai**

**Faux**

1) Bolsonaro a supprimé le programme de Bolsa Familia destiné aux familles les plus pauvres.

**Vrai**

**Faux**

3) Le Brésil est un pays où historiquement il y a peu de racisme.

**Vrai**

**Faux**

4) Le Brésil dispose de lois visant à contribuer à la réduction de la violence domestique et familiale.

**Vrai**

**Faux**

5) Au Brésil, l'homophobie est un crime au même titre que le racisme.

**Vrai**

**Faux**

6) Au Brésil, la constitution affirme que la propriété doit remplir « une fonction sociale ».

**Vrai**

**Faux**

7) Le Brésil est le 3ème pays consommateur de pesticides au monde.

**Vrai**

**Faux**

8) Leonardo Di Caprio est responsable des incendies en Amazonie.

**Vrai**

**Faux**

9) Les conflits socio-environnementaux ont tous lieu en Amazonie.

**Vrai**

**Faux**

10) Le gouvernement de Jair Bolsonaro veut intégrer les peuples autochtones à la société brésilienne.

**Vrai**

**Faux**

11) Bolsonaro a ordonné la commémoration en mai du coup d'Etat militaire de 1964.

**Vrai**

**Faux**

12) Le secrétaire à la culture du gouvernement de Bolsonaro a été forcé de démissionner pour avoir paraphrasé les propos du chef de propagande nazie Joseph Goebbels.

**Vrai**

**Faux**

13) Le Gouvernement de Jair Bolsonaro est composé uniquement d'hommes.

**Vrai**

**Faux**

14) Le pouvoir judiciaire permet de limiter les atteintes aux droits humains au Brésil.

**Vrai**

**Faux**

15) 5 familles contrôlent 50% des médias au Brésil.

**Vrai**

**Faux**

# Réponses - Étape 2

## Relevé de déclarations dans la presse

**2) Faux :** Après les politiques sociales des années 2000, qui ont amené à la création du Ministère des villes, une revendication historique des mouvements populaires de lutte pour le droit à l'habitat, des politiques d'austérité ont brutalement inversé la tendance. Le dialogue avec les mouvements sociaux s'est interrompu et les expulsions des familles occupant des immeubles vides sont devenues récurrentes. L'organisation des Jeux Olympiques en 2016 à Rio et celle de la Coupe du Monde de football en 2014 dans d'autres villes ont servi d'alibi pour accélérer ces expulsions. Durant sa campagne électorale, le président Jair Bolsonaro a lancé des messages clairs sur la sacralité de la propriété privée en dépit du droit au logement pour tous et toutes. Les menaces et la criminalisation des mouvements luttant pour un logement digne et pour le droit à la ville ont continué depuis son accession au pouvoir.

**4) Vrai :** vivre sans violence est un droit pour toutes les femmes. Depuis les années 1980, le Brésil a avancé dans la création de mécanismes, normes et services spécialisés d'attention aux femmes victimes de violence. La loi Maria da Penha de 2006 est un bon exemple de ce processus : elle vise à protéger la femme de la violence domestique et familiale. Elle constitue le fruit d'un travail entre les pouvoirs publics et les mouvements sociaux de femmes. Pourtant, le nombre de féminicides\* est en augmentation (de près de 30 % entre 2016 et 2018) 2. Les organisations et mouvements de femmes réclament des politiques publiques adaptées et donc plus de centres, de maisons de protection et de commissariats de police spécialisés dans l'accueil des femmes. Ces organisations et mouvements dénoncent la flexibilisation du port d'armes qui va augmenter les risques de violence domestique et familiale et plaident pour un investissement dans l'éducation, afin de déconstruire dès le plus jeune âge le machisme qui imprègne toute la société.

\* Assassinat pour le fait d'être femme, crime qui a été typifié dans la loi en 2015.2 Editions 2017 et 2019 de l'Annuaire Brésilien de Sécurité publique, , publié par le Forum Brésilien de Sécurité Publique.

**1) Faux :** ce programme, très populaire en raison de son succès pour faire sortir les familles les plus démunies de l'extrême pauvreté, n'a pas été supprimé. En revanche, ce programme a subi des coupes et réductions budgétaires en 2019.

**3) Faux :** Le Brésil est marqué par un racisme structurel, qui s'exprime sous différentes formes. Il opère tout d'abord dans le champ des représentations sociales : dans les programmes de télévision, il est ainsi commun de voir les personnes afro-brésiliennes stigmatisées, reproduisant des stéréotypes sociaux qui les associent à la violence. La naturalisation du racisme passe aussi par l'absence de personnes noires parmi les haut.e.s magistrat.e.s des tribunaux de justice ou dans les cours de médecine des universités, ce qui est rarement questionné et participe cependant à la construction de l'imaginaire social sur la place des populations noires au Brésil. Le racisme s'exprime également dans le domaine économique : les populations noires sont les plus vulnérables socialement, avec des salaires peu élevés et des emplois précaires pour la grande majorité d'entre elles. Si l'on adopte un regard urbain, le racisme s'observe sur le territoire, notamment dans les quartiers périphériques (favelas) où les populations sont quotidiennement mises en danger par la guerre entretenue entre les forces policières et militaires d'un côté et les différentes milices et groupes du crime organisé de l'autre. À cela s'ajoutent les différents coûts de la vie dans les quartiers périphériques où les opportunités d'accès à l'éducation, à la santé, à la culture et sport et aux services publics de base sont bien moindres. Par là même, ce racisme s'exprime dans le champ des politiques publiques, qui n'intègrent pas suffisamment la problématique du combat contre les discriminations pour faire évoluer les inégalités raciales. L'une des manifestations les plus significatives de ce racisme structurel ces dernières années est celle de la violence et notamment de la violence policière, dont souffrent les populations noires des quartiers populaires : 75,4% des personnes mortes suite à des interventions policières entre 2017 et 2018 sont noires\*.

\* Violence contre les noirs et noires au Brésil » 2019, publié le Forum Brésilien de Sécurité Publique en 2019.

**5) Vrai :** Dans ce contexte de violence, malgré un fort sentiment d'insécurité, la communauté LGBTQI+ se mobilise à travers des actions fortes. La Gay pride 2019 a ainsi été l'une des plus suivies de ces dernières années. La lutte contre les violences anti-LGBTQI+ a rencontré un certain écho dans les contre-pouvoirs brésiliens, à l'image de groupes d'avocat.e.s demandant le respect des droits des personnes LGBTQI+ ou encore via la confirmation, par le Tribunal Suprême Fédéral, de la criminalisation de l'homophobie, au même titre que le racisme.

**7) Faux :** le Brésil est le 1er pays consommateur de pesticides au monde. En conséquence de son agriculture industrielle, le Brésil est aujourd'hui le 4e plus gros consommateur d'engrais synthétiques et le premier en consommation de pesticides au monde<sup>1</sup>. En 2019, près de 474 nouveaux pesticides ont été autorisés sur le marché, la plus grande quantité des 14 dernières années.<sup>1</sup> Atlas de l'Agrobusiness 2018, Fondation Heinrich Böll Brésil et Fondation Rosa Luxembourg.

**9) Faux :** L'Amazonie n'est pas le seul territoire en proie aux conflits socio-environnementaux : à titre d'exemple, en 2018, 276 conflits pour l'accès à l'eau ont éclaté sur tout le territoire brésilien, contre 197 l'année précédente. Ces conflits ont impliqué plus de 368 000 personnes en 2018, soit deux fois plus qu'en 2017<sup>1</sup>. Le barrage de déchets miniers de l'entreprise Vale à Brumadinho, qui a cédé le 25 janvier 2019, a fait 259 morts<sup>2</sup> et a libéré 12,7 millions de mètres cubes de boues toxiques. Il constitue un autre exemple de cette pression socio-environnementale provoquée par l'extractivisme et l'irresponsable gestion des multinationales propriétaires.<sup>1</sup> Selon la Commission Pastorale de la Terre. Rapport Conflits dans le monde rural Brésil 2018<sup>2</sup> Données 2019 du Comité en défense des territoires.

**6) Vrai :** la fonction sociale de la propriété est décrite dans l'article 5, alinéa XXIII, de la Constitution fédérale de 1988. C'est dans ce cadre que les mouvements de lutte pour le logement ou la terre se battent pour construire des alternatives et donner une voix à cette partie invisible de la population. L'occupation constitue l'une de leurs armes fondamentales : ils choisissent des terrains inoccupés et procèdent à leur occupation avec les familles intéressées. Le but n'est pas seulement de trouver une solution au problème du logement ou de l'accès à la terre, mais aussi de construire des espaces pour l'accès à l'éducation, la santé, la culture, la mobilité, une alimentation saine et améliorer la qualité de vie des familles ainsi relogées. Face au besoin, occuper un espace dans la ville revient aussi à occuper un espace dans le débat politique. Cela permet par ailleurs de se former, pour continuer à dénoncer le manque de politique d'accès au logement ou à la terre pour les plus exclu.e.s.

**8) Faux :** c'est pourtant ce que le Président Jair Bolsonaro a affirmé au moment des incendies dans l'Amazonie à l'été 2019....

**10) Vrai :** La constitution brésilienne de 1988 reconnaît des droits aux peuples autochtones et affirme le principe de diversité culturelle. Pourtant, les droits fondamentaux des peuples autochtones sont régulièrement bafoués et remis en question. Le nombre de personnes autochtones assassinées entre 2016 et 2018 a augmenté de 141%<sup>1</sup>. Cette impunité est renforcée par le discours tenu par Jair Bolsonaro contre les peuples autochtones - « nous allons les intégrer à la société »\* - qui rejette les différences et renoue avec une politique d'assimilation.

\* Conseil Indigéniste Missionnaire, Rapport Violence contre les Peuples Indigènes 2016 et 2018.<sup>2</sup>Entretien Globo News du 3 août 2018.

**11) Vrai :** d'autres mesures inquiétantes ont été prises dans ce sens : une révision des manuels scolaires visant à effacer toute mention de la « dictature militaire », la mise en place d'une commission chargée d'évaluer les « contenus idéologiques » de l'enseignement supérieur et une modification des règles définissant le choix des recteurs des universités fédérales. Un nouveau modèle de l'enseignement est porté par le gouvernement : les disciplines comme la philosophie, la littérature ou la sociologie sont directement menacées, alors que, parallèlement, le gouvernement propose d'implanter 200 écoles civiques-militaires d'ici 2023.

**13) Faux :** le gouvernement comporte deux femmes. La sous-représentativité des femmes dans son gouvernement est flagrante et à l'image de la politique sexiste et misogyne du gouvernement !

**15) Vrai :** en 2018, 5 familles contrôlent plus de 50% des médias<sup>1</sup>. En tout, ce sont moins de 10 familles qui dictent la ligne éditoriale de ce qui sera transmis à la société brésilienne. Les médias publics existent, mais sont très faibles et peu indépendants face aux intérêts politiques et économiques des groupes au pouvoir. La Constitution brésilienne garantit pourtant la diversité et la pluralité de l'information, mais ces principes n'ont jamais été traduits dans la loi. Et pour cause, plusieurs dizaines de parlementaires sont propriétaires de médias, ce qui est interdit par la Constitution. En 2018, des organisations de la société civile dénonçaient à la Justice quarante de ces député.e.s en exercice\*.

\* Données de 2018 de Media Ownership Monitor Brasil,<sup>2</sup> Relevé effectué par Intervezes en 2018.

**12) Vrai :** suite aux nombreuses réactions d'indignation de la société et des organisations, le secrétaire à la culture du gouvernement de Bolsonaro a dû démissionner début 2020, pour avoir paraphrasé un discours du bras droit d'Hitler en Allemagne.

**14) Faux :** le gouvernement de Jair Bolsonaro a développé l'usage de la justice à des fins politiques, comme une arme dans sa lutte idéologique contre l'opposition démocratique. Cet usage est incarné par la nomination au poste de ministre de la Justice du juge Sergio Moro, principal responsable de l'incarcération contestée de l'ex-président Lula, ayant empêché sa candidature à l'élection présidentielle. Derrière ce cas emblématique, les exemples d'instrumentalisation de la justice à des fins politiques sont nombreux. Plusieurs.e.s député.e.s d'opposition victimes de menaces de mort se voient opposer un refus de protection policière, à l'image de la députée Talira Petrone (PSOL). À ce défaut de protection s'ajoute une inaction judiciaire visible dans la recherche des responsables de violences commises à l'encontre des opposant.e.s politiques. Ainsi, malgré les avancées effectuées par les journalistes dans l'enquête sur l'assassinat de la conseillère municipale de Rio Marielle Franco en avril 2018, aucun commanditaire n'a encore été identifié par la justice.

# ÉTAPE 3



10 à 30 min

Pour clôturer cette enquête, nous avons fait appel à des témoins, pour qu'ils et elles nous donnent en direct leur version de la situation sociale du Brésil.

interview de témoins

Regardez attentivement ces vidéos et notez les mots qui vous marquent : qu'est-ce que cela dit de l'état des mouvements sociaux et de la résistance au Brésil ?

Une témoin d'Amazonie (Peuples Autochtones) :



Un témoin de Xingu, près du Barrage de Belo Monte (Environnement) :



Un témoin de São Paulo (Logement) :



Une témoin du Nord-Est du Brésil (Femmes) :



[lebresilresiste.org](http://lebresilresiste.org)



15 à 30 min

# CONCLUSION

Nous arrivons à la fin de cette enquête, merci, vous avez été d'une grande efficacité ! Il ne reste plus qu'à délivrer les conclusions de l'enquête. Après avoir recueilli tous ces indices (images, textes, vidéos), nous vous proposons de répondre à trois questions :



1

**Quelles sont les grandes menaces pesant aujourd'hui sur le Brésil ?**

2

**Qui sont les acteurs qui se mobilisent aujourd'hui pour défendre les populations vulnérables ?**

3

**Comment pourrions-nous les aider et les soutenir depuis la France ?**

# SE MOBILISER

Pour terminer cette investigation, vous pouvez effectuer un geste en solidarité avec les populations exclues du Brésil : vous prendre en photo la main levée, dans un geste qui dit stop à toutes ces violations des droits humains. Envoyez votre photo et commentaires à [coalitionbresil@lebresilresiste.org](mailto:coalitionbresil@lebresilresiste.org) pour être encadrée et publiée sur notre site.



## LE BRÉSIL RÉSISTE LUTTER N'EST PAS UN CRIME !

Face à la situation sociale désastreuse du Brésil, que vous avez découverte durant cette enquête, 17 organisations de solidarité internationale françaises ont décidé en décembre 2018 de former une coalition pour faire converger leurs actions en soutien aux acteurs de la société civile brésilienne qui luttent pour la démocratie dans leur pays. La *Coalition Solidarité Brésil*, en lien avec des organisations brésiennes, entreprend des actions de sensibilisation, de visibilité et de plaidoyer en France et en Europe, en défense des droits, plus particulièrement ceux des groupes vulnérables. La *Coalition Solidarité Brésil* s'est lancée dans une campagne de communication intitulée « *Le Brésil résiste . Lutter n'est pas un crime* ». La campagne vise à relayer la voix de nos partenaires dans les médias et à consolider un réseau d'appui et de solidarité avec la société civile brésilienne en France. Comme première étape de cette campagne, la Coalition s'est dotée d'un instrument à même de l'aider à faire un état des lieux de la situation sociale du Brésil. Il s'agit d'un **BAROMÈTRE** mesurant la pression subie par la société civile ces derniers temps et plus particulièrement ces deux dernières années. Cette enquête reprend une grande partie de ce baromètre, si vous voulez en savoir plus et vous investir dans cette action, vous pouvez visiter le site.

[lebresilresiste.org](http://lebresilresiste.org)